

# Marie-Lou Waligorski à la réunion nationale anti-base élèves

Marie-Lou Waligorski faisait partie de la délégation qui s'est rendue, samedi dernier, à Bourg-les-Valence dans la Drôme, pour la deuxième réunion du collectif national de résistance à Base-Elèves.

Habitant depuis de nombreuses années le hameau du Py près de Moulin-Neuf, cette mère de famille a toujours refusé que Victor et Noé, ses deux enfants scolarisés à l'école de Montlaur, soient fichés. Et c'est tout naturellement que son engagement est né, pour ne pas que « nos enfants soient les victimes de fichiers inutiles et dangereux ». Une centaine de participants venus de toute la France se sont retrouvés sur les bords du Rhône pour une journée de débats. Parmi eux, de nombreux parents d'élèves mais aussi une partie des 184 directeurs d'école signataires de la lettre des "désobéisseurs".

Des pédopsychiatres, des représentants d'associations comme la Ligue des droits de l'homme, ont pris la parole. Jean-Jacques Gandini, l'avocat des parents qui ont déposé plainte, était aussi présent. Pour Marie-Lou, « il est réconfortant de voir que cette lutte n'est pas uniquement du ressort des parents et des enseignants ».

La volonté d'élargir le débat à tous les enfants a émergé afin de donner du poids aux oppositions. Un texte collectif a été rédigé pour demander au ministre Xavier Darcos de renoncer à Base-Elèves, et de retirer toutes les sanctions infligées aux directeurs réfractaires. De même, demande est faite à la Cnil de faire procéder à la destruction des données irrégulièrement collectées. Sur le terrain, les plaintes des parents vont être poursuivies. Désormais, les re-



Marie-Lou Waligorski.

gards se tournent vers Genève où, le 26 mai, la France sera auditionnée par l'Onu à propos du fichage des enfants par le logiciel honni.

Marie-Lou, quant à elle, est enchantée de son séjour dans la Drôme. Grâce à ces fructueuses rencontres elle a pu vérifier que sa « légitime détermination reste intacte ». ●